

L'ÉGALITÉ

JOURNAL HEBDOMADAIRE

DES ILES SAINT-PIERRE & MIQUELON.

Prix de l'abonnement payable d'avance.

Saint-Pierre.	Un an	12 fr. 00
—	Six mois	7 00
Mt-le-mer.	Un an	15 00
—	Six mois	9 00

ADMINISTRATION

Rue GERVAIS, en face les Bains publics

Prix des insertions.

Annonces, la ligne.	0 fr 30
Réclames, la ligne.	1 00

A partir de jeudi prochain vingt et un courant, nos ateliers de typographie et reliure seront transférés à l'angle des rues Jacques-Cartier et de Sèze.

1789.

La semaine dernière, j'assistais à la séance du Conseil Général, quand j'entendis un de nos tribuns populaires manifester le désir de voir respecter les grands principes de 89.

Son adversaire lui répondit qu'il les connaissait mieux que lui et dans le public un jeune homme demanda tous bas à l'oreille de son voisin de quoi parlaient ces élus du suffrage universel.

On ne doit pas en être trop surpris, car jusqu'à ce jour, notre colonie était privée de l'instruction laïque laquelle est seule capable d'enseigner en toute sincérité, sans parti pris, avec la loyauté qui la caractérise, que c'est à ces principes que nous devons d'être ce que nous sommes : à savoir des hommes libres, égaux devant la loi, unis par les doux liens de la fraternité.

C'est à cette date que remonte l'ère nouvelle : celle de la justice et de la liberté.

Jamais plus grand amour de l'humanité n'inspira les représentants d'une nation!

On avait conscience des maux terribles qu'avait engendrés le régime du bon plaisir et on sentait bien qu'il fallait y porter remède, son peine d'y voir périr la France!

Dans cette France d'autrefois, où nous sommes tous égaux aujourd'hui, le tiers payait de ses biens, la noblesse de son sang

et le clergé de ses prières, ce qui est le moins fatigant et le moins coûteux . . . pour les fournisseurs bien entendu.

Or les abbés de la cour ne payaient guère, la noblesse n'était pas seule à verser son sang sur les champs de bataille, et le tiers, fidèle à sa fonction, payait, payait toujours et chaque année d'avantage.

Le jour où le tiers demanda des comptes s'appela la révolution de 1889.

Au mot de Louis XIV « l'État c'est moi » Siègès allait bientôt répondre « l'État c'est nous. »

Ceux qui n'ont pas eu le bonheur d'étudier l'histoire de leur pays ou qui l'ont apprise de travers ne se doutent guère des progrès accomplis depuis 1789 :

La souveraineté du peuple.

Le droit pour ses représentants de faire les lois et de consentir l'impôt.

L'abolition des privilèges.

La suppression des restes du servage.

L'admissibilité de tous aux emplois publics.

La liberté de conscience.

La liberté de la presse.

L'unité de la législation,

La publicité des audiences.

La création des assemblées départementales.

L'unité des poids et des mesures.

La liberté de l'industrie.

Tout cela date de 89. !

Et comme ces fils de famille qui jouissent du patrimoine constitué par l'industrie et le courage persistant de leurs pères, nous oublions trop quand nous le connaissons la reconnaissance éternelle que nous devons aux créateurs de toutes nos libertés!

Notre devoir est de nous souvenir toujours de l'enthousiasme et de la foi qui

présidaient à leur noble entreprise, des luttes qu'ils ont soutenues pour nous, du triomphe que leur héroïsme assura à la cause de la justice et de l'humanité!

A une époque où il fallait quelque courage pour résister à l'autorité puissante de la royauté, ils ont lutté au péril de leur vie pour faire prévaloir ces idées inviolables de justice qui sont aujourd'hui le patrimoine des nations civilisées.

Honneur à eux, honneur à ces grands hommes qui ont remplacé l'arbitraire et despotisme par l'ordre et la justice, honneur au tiers-état, honneur à Bailly, à Jeanne d'Arc, honneur à Mirabeau dont nous n'oublierons jamais les énergiques et courageuses paroles, honneur à Siègès, honneur à tous ces grands hommes qui renversèrent de fond en comble l'édifice vermoulu de l'ancien régime pour fonder le régime de la loi.

Cette ère de progrès et de liberté que nos pères nous ont ouverte n'est pas close.

Ce travail de reconstitution sociale qu'ils ont résolument commencé n'est pas fini.

Mais entre ceux qui croient trouver le mieux définitif dans le renversement de nos institutions actuelles et dans la création d'un ordre de choses nouveau, et ceux qui sont toujours disposés à retourner en arrière, entre le socialisme et la réaction, il doit y avoir place pour les hommes qui préconisent l'apaisement des esprits, le progrès sage, mesuré, continu de nos institutions et de nos mœurs publiques. Ces hommes nous les trouvons à la tête de notre Gouvernement Républicain.

C'est à cette œuvre d'apaisement et de progrès que nous devons les aides dans la limite de nos moyens, en n'oubliant pas quelors qu'il s'agit des intérêts sacrés de

la liberté et de la patrie, le dernier mot doit toujours rester à la sagesse et à la raison.

G. W.

HEROS MODERNES.

L'histoire qui nous fait admirer le génie de Bonaparte qui avec trente mille hommes de l'armée d'Italie bousculait partout où il les trouvait les troupes de Wurmser dont le nombre était presque double, nous permet d'ajouter que nos pères étaient des braves.

Lorsque nous relisons les exploits de Hoche, Kleber, Marceau, Lannes et Cambronne et de ces soldats qui préféraient se faire massacrer plutôt que de battre en retraite nous éprouvons un sentiment de noble fierté en souvenir du passé.

Il y a vingt-trois ans les désastres de l'année terrible dus à la corruption impériale, à la faiblesse des uns, à la trahison des autres nous avaient forcés à courber le front.

Aujourd'hui nos troupes n'ont plus à leur tête des Bazaine et des Napoléon III.

Nous avons des amiraux qui suivent les traces de Courbet, des généraux prêts à faire leur preuves comme le Général Dolls.

Grâce à ces braves, guerriers pleins de vigueur et de sang froid, qui savent tenir et conduire leurs soldats, nous pouvons relever bien haut la tête, parler du courage et de la bravoure des Français qui ne redoutent ni le nombre de leurs ennemis ni les inconvénients du climat où ils doivent aller les chasser.

Oui l'expédition de Dahomey est pour l'Allemagne dont de nombreux nationaux ont été trouvés dans les troupes de Behanzin, un exemple de ce que nous pouvons faire avec cette armée bien conduite, bien disciplinée que nous devons au gouvernement républicain, avec ces généraux qui ont puisé dans nos désastres passés les sentiments de patriotique devoir que les commandants de corps d'armée de 70 avaient oubliés dans les salons de l'empire.

Honneur à ces braves qui nous permettent de comparer les pages de notre histoire actuelle à celle du premier empire et d'affirmer que la valeur et le courage français n'ont pas dégénéré, que nous avons conservé le sang généreux et noble de nos pères et que si malheureusement on froissait notre honneur on verrait que les Dolls, les de Miribel, les Gervais et tant d'autres qui sont prêts à se montrer le jour où il le faudra, valent bien les commandants de la triple alliance et son les dignes descendants des Bonaparte, Hoche, Marceau, Cambronne; on verrait encore que le pioupiou français bien conduit ne recule jamais et que lorsqu'il tombe c'est qu'une balle l'a frappé toujours par devant, dans sa chasse à l'ennemi.

G. W.

CASIER JUDICIAIRE.

Le casier judiciaire et un ensemble de cases ou compartiments, renfermant des bulletins constatant les condamnations criminelles, correctionnelles ou disciplinaires encourues par un individu, ainsi que son état de faillite et, s'il y a lieu sa réhabilitation.

Sa mission est d'éclairer les magistrats sur les antécédents d'un inculpé.

Son institution ne résulte ni d'une loi, ni d'un décret, mais uniquement de circulaires ministérielles émanant presque toutes du département de la justice.

Son utilité ne peut-être sagement contestée.

Elle est indispensable aussi bien au point de vu politique qu'au point de vue judiciaire, de nos temps où chacun, grâce à l'égalité sociale est éligible à toutes nos assemblées délibérantes et est appelé aux élections.

Il peut être nommé Juré si conformément à l'article 381 du code d'instruction criminelle il jouit de ses droits civils et politiques.

Il peut être élu membre du tribunal de commerce, du conseil des prudhommes, de la chambre de commerce si son passé ne l'en rend pas indigne.

Comment constater si l'incapacité et l'indignité n'existent pas si ce n'est pas le casier judiciaire.

Le casier judiciaire fait encore connaître aux commandants de recrutement, aux commissaires de l'inscription maritime les hommes qui, en considération de leurs mauvais antécédents, doivent être versés dans les compagnies de discipline.

Il est le guide indispensable du juge pour l'application de la loi Berenger du 27 mars 91 sur l'atténuation et l'aggravation des peines.

Il entre chaque année de plus en plus dans nos mœurs et il en est délivré une quantité dans un but absolument privé.

Son système n'est cependant pas à l'abri de reproches, ses vices nombreux ont été l'objet de justes critiques dont la presse a été l'écho.

Parmi les jurisconsultes qui s'occupèrent de cette matière, le savant professeur de droit criminel à la faculté de Paris, M. Leveille, publia dans le journal le temps en mars et avril 91, une suite d'articles signalant ses imperfections et les réformes nécessaires.

Le gouvernement s'en étant ému, nomma une commission extra parlementaire chargée de préparer un projet de loi qui dut corriger les défauts signalés.

Cette commission fit un rapport qui fut soumis au Conseil d'Etat qui prépara la loi destinée à en restreindre la publicité et les conséquences.

Elle est nécessaire à cause de la facilité avec laquelle les tiers intéressés, trouvent maintenant le moyen d'en avoir communication.

Après les administrations publiques de l'Etat, qui les premières réclamèrent la communication de ces documents de nature à les édifier sur la moralité de leurs employés, les simples particuliers demandèrent à obtenir les mêmes renseignements.

Naturellement leur demande fut repoussée, mais ils parvinrent à les obtenir par un moyen détourné. Il leur suffit d'exiger de tout postulant d'emploi le bulletin de son casier.

Il n'y avait pas à hésiter, pour les malheureux flétri par la justice : ou bien ils feraient connaître leur passé ou bien ils ne trouveraient pas de places.

Dès lors ces documents qui devaient rester secrets de Justice, deviennent secret de polichinelle.

Chaque jour ils sont de plus en plus exigés, beaucoup de maîtres en font une condition d'admission de leurs domestiques.

De cette façon ils savent désormais à qui ils auront affaire et s'ils sont victimes de vols domestiques de la part de récidivistes ils n'ont qu'à se reprocher à eux mêmes de ne pas avoir exigé lors de leur entrée des références légales, leur meilleure sauvegarde.

Il est vrai qu'en droit la communication du casier judiciaire est limitée au titulaire du bulletin, mais la limite existe en apparence, et non en fait, puisque l'individu qui dépend d'autrui n'a aucune excuse pour ne pas produire son bulletin.

La contre partie de ces grands avantages présente un intérêt qui a ému les criminalistes modernes.

Les condamnés corrigés par l'expiration de leur peine, disposés à s'amender par le travail, se voient le plus souvent les portes closes.

Privés des moyens d'existence ils demandent à de nouveaux délits ce que la Société ne leur permet pas d'obtenir honnêtement.

Entre la faim ou le vol ils n'hésitent pas.

D'après la proposition du garde des sceaux, la communication des diverses inscriptions serait faite dans les limites différentes suivant la qualité des personnes qui en demanderont connaissance.

Le bulletin n° 2 qui contiendra comme par le passé l'énumération entière des condamnations ne sera communiqué qu'aux magistrats dans l'intérêt de l'accomplissement des devoirs de leurs fonctions ou, dans des cas tout spéciaux et limitativement prévus, aux administrations publiques qui en auront absolument besoin, par exemple en cas de nomination à des fonctions publiques ou d'ouverture d'écoles privées.

L'intéressé seul pourra avoir communication partielle de son casier sous la forme du n° 3.

Ce bulletin conciliera les intérêts des honnêtes gens qui ont le droit d'être renseignés et ceux des libérés qu'on doit aider à revenir au bien.

A cet effet il ne relatera pas les con-

damnations ou décisions, qui, soit par la nature des faits qui les ont motivées ou la quotité de la peine, ne constituent que des contraventions sans gravité.

Citons comme exemple: les peines résultant de délits politiques, de délits de la presse, les condamnations à l'amende jusqu'à 50 francs, les condamnations pour délits purement militaires ou maritimes, les déclarations de faillite.

Esérons que ce projet verra bientôt le jour sous forme de loi votée et promulguée.

S'il en est ainsi les chambres auront comblé une lacune, rendu un grand service à la Société.

G. W.

SOCIÉTÉ MUSICALE.

Nous avons appris avec regret que le concert bal organisé par la Société Musicale pour le jeudi 9 courant n'avait pas eu lieu faute d'assistants.

Nos concitoyens devraient cependant encourager les sociétés de ce genre, et leur faire oublier en facilitant les recettes de leurs soirées, la suppression de la subvention que leur donnait le Service local; suppression due uniquement à des nécessités budgétaires.

Il faut toujours encourager les arts et principalement la musique qui adoucit nos mœurs, exalte nos plus beaux sentiments, préside à nos joies comme à nos malheurs en augmentant les uns et en adoucissant les autres.

Son utilité n'est plus à démontrer: elle est justifiée par son existence chez tous les peuples, même les moins civilisés.

Dans tous les pays d'Europe, elle fait partie de l'instruction, et bien peu lui sont indifférents. Les musiques militaires ont été souvent assez puissantes pour conduire nos armées à la victoire. Elles le seraient encore, le jour où on aurait besoin d'elles; espérons-le!

Que de courages faiblissant sous le poids de la fatigue, la *Marseillaise*, due aux patriotiques sentiments d'un officier français, n'a-t-elle pas relevés depuis cent ans!

Oui, c'est en 1792 qu'elle fut exécutée pour la première fois à Strasbourg.

Nos frères que la guerre néfaste de 70 nous a enlevés n'en ont certes pas perdu le souvenir depuis 23 ans et ils doivent même caresser l'espoir de l'entendre encore dans leurs murs lorsque leur ville nous sera rendue soit par la sagesse d'un traité de paix soit par la force des baïonnettes qu'un complot plus ou moins reculé dirigera un jour au-delà du Rhin.

G. W.

LA PEAU DE LA COMTESSE

On n'a sans doute pas oublié l'accès de dilettantisme qui poussa jadis deux ou trois amateurs à s'offrir un porte-cartes en peau de Pranzini. La comtesse de X., s'inspirant de ce précédent, vient de léguer à l'astronome Camille Flammarion un souvenir autrement précieux, au point de vue sentimental et esthétique, que les escalopes du célèbre assassin.

Cette jeune et jolie femme, aussi nerveuse que romanesque, aimait à rêver aux étoiles et professait une grande admiration pour l'auteur de *l'Astronomie populaire*, qu'elle invita à venir passer quelques jours dans sa propriété du Jura, afin de l'aider dans ses observations.

— Je vous donnerai plus tard une chose que vous ne pourrez pas ne pas accepter sans me faire offense, dit-elle, le soir des adieux, à son docte compagnon, qui, de retour à son observatoire de Juvisy, oublia vite une promesse dont la science des astres ne lui avait point révélé l'importance.

Or, il y a quelque temps, Mme Flammarion recevait, en l'absence de son mari, un paquet élégant qu'elle s'empressa d'ouvrir. Mais à peine sa main avait-elle pénétré sous l'enveloppe, qu'elle l'en retira brusquement, frappée d'une commotion étrange. L'astronome rentrait un instant après, et, moins impressionnable que sa femme, achevait de défaire le paquet, dans lequel il trouvait... un morceau de la peau de la comtesse toute fraîche.

A cet envoi délicat était jointe la lettre suivante.

Cher Maître,

J'accomplis ici le vœu d'une morte qui vous a étrangement aimé. Elle m'a fait jurer de faire parvenir, le lendemain de sa mort, la peau des belles épaules que vous avez si fort admirées « le soir des adieux », a-t-elle dit, et son désir est que vous fassiez relier dans cette peau, le premier exemplaire du premier ouvrage de vous qui sera publié après sa mort.

Je vous transmets, cher maître, cette relique, comme j'ai juré de le faire, et je vous prie d'agréer, etc.

Docteur V...

M. Flammarion envoya aussitôt ce bifeck à un tanneur qui lui rendit, au bout de trois mois, un maroquin d'une blancheur et d'une finesse extraordinaires, dont l'astronome fit habiller un exemplaire de son ouvrage alors en cours de publication: *Terre et Ciel*. Les tranches sont avec un semis d'étoiles d'or, et le plat du livre porte cette inscription en lettres d'or: « Souvenir d'une morte ».

L'ingénieux astronome est persuadé que l'impression ressentie par sa femme et par lui-même en ouvrant le paquet est due à de l'électricité humaine.

Il nous semble dès lors regrettable qu'il n'ait pas cherché à vérifier son hypothèse en employant la peau de la comtesse à confectionner une lampe électrique.

Un grand incendie a eu lieu à Boston, le 10 courant, il a pris naissance dans les établissements de la maison Partridge, Essex street. Le feu s'est étendu rapidement et de nombreuses explosions qui se sont produites dans les ateliers de pyrotechnie ont aidé à l'invasion du fléau. Tout le quartier a été détruit. Beaucoup ont perdu la vie, certaines personnes ont sauté du 6^{me} étage sur le pavé glacé.

Les pertes s'élèvent à plus de 4.000.000 de dollars. Trente personnes ont été blessées. Le nombre des morts n'est pas encore connu, mais on a déjà retrouvé les cadavres de quatre victimes.

Le Pape demande aux évêques français de former un parti républicain catholique.

A la suite de nouvelles révélations concernant les affaires du canal de Panama, M. Bourgeois, ministre de la Justice, a démissionné; l'agitation est intense; on croit à une crise ministérielle. Cependant la chambre pour l'empêcher, a voté un ordre du jour de confiance en faveur du cabinet.

Le gouvernement Canadien a repoussé provisoirement au moins le traité de commerce avec la France à cause de clauses qui lui paraissent trop obscures.

OBJETS TROUVÉS.

Il a été trouvé près du Rink par Mademoiselle Corrie Trippe une somme de 54 fr. 00.

Le vapeur *BURGUNDIA* est arrivé à Saint-Malo, et il en repartira mercredi prochain directement pour St-Pierre-Miquelon.

CASSE TÊTE SAINT-PIERRAIS

Dimanche

Lundi

Mardi

Mercredi

JEUDI

VENREDI

Samedi

CHOSSES ET AUTRES.

Entre cochers :

- Eh bien ! nous l'avons pris, Kana !
- L'anarchiste qui fait sauter la maison de rue des Bons-Enfants ?...

Couloir de théâtre.

- Deux messieurs échantent leurs impressions.
- Pas jolie, jolie. la petite B... mais elle gagne à être connue...
- Combien ?

La petite baronne de B... mariée depuis un an à peine, est en visite chez une de ses amies de couvent et lui raconte ses impressions de ménage :

- On a bien raison de dire qu'à vivre ensemble on finit par se modeler l'un sur l'autre. Aussi ne trouves-tu pas que mon mari commence à me ressembler ?
- C'est vrai, ma chère, *é-ton-nam-ment*
- Oh ! ce n'est pas la même chose, de s'écrier alors étourdiment la petite baronne, en rougissant jusqu'aux oreilles.

L'Administrateur-Gérant, A. LEMOINE

Annonces.

On demande à l'imprimerie de *l'Egalité* un apprenti sachant lire et écrire correctement.

A LOUER

CABANES DE PÊCHE

S'adresser à MM. Poirier et Dupont.

A VENDRE

POUR CAUSE DE DÉPART

Meubles et ustensiles de cuisine.

S'adresser à M. Béchaq, Albert.

A VENDRE OU A LOUER

Superbe maison située route de Savoyard
S'adresser à M^e Pépin, avocat.



Printemps

NOUVEAUTÉS

Envoi gratis et franco

du catalogue général illustré, renfermant toutes les modes nouvelles pour la SAISON d'HIVER, sur demande affranchie adressée à

MM. JULES JALUZOT & C^{ie}
PARIS

Sont également envoyés franco, les échantillons de tous les tissus composant nos immenses assortiments, mais bien spécifier les genres et prix.

Expéditions dans tous les pays du Monde.
Tous les renseignements nécessaires à la bonne exécution des commandes, ainsi que les conditions d'expédition sont indiqués dans le catalogue.

Interprètes dans toutes les Langues.

A LOUER

HABITATION RIOTTEAU

tout ou partie.

S'adresser à M. Leban, gérant.

M. Jean PUCHULUTÉGUY a l'honneur d'informer les habitants de la colonie qu'à partir de ce jour, il se met à la disposition des personnes désireuses d'e sui-

vre les cours de musique.
S'adresser au Café du Midi.

THE MUTUAL LIFE Insurance Company of New York

RICHARD A. McCURDY, PRESIDENT.

Statement for the year ending December 31, 1891

Assets, - - - \$159,507,123 63

Reserve on Policies (American Table 4%) - \$148,828,322 00
Liabilities other than Reserve, - 507,849 53
Surplus, - 12,080,957 16
Receipts from all sources, - 87,844,284 53
Payments to Policy-Holders, - 18,755,711 84
Risks assumed and renewed, - 194,470 policies, - 607,171,801 07
Risks in force, 225,507 policies, amounting to - 895,753,461 07

NOTE.—The above statement shows a large increase over the business of 1890 in amount at risk, new policies assumed, payments to policy-holders, receipts, surplus; and includes as risks assumed only the number and amount of policies actually issued and paid for in the accounts of the year.

THE ASSETS ARE INVESTED AS FOLLOWS:

Real Estate and Bond & Mortgage Loans, - \$91,345,540 49
United States Bonds and other Securities, - 57,661,455 79
Loans on Collateral Securities, - 10,222,903 95
Cash in Banks and Trust Companies at interest, - 5,070,158 03
Interest accrued, Premiums Deferred, etc., - 5,206,065 49
\$159,507,123 63

I have carefully examined the foregoing statement and find the same to be correct.
A. N. WATERHOUSE, Auditor

From the Surplus a dividend will be apportioned as usual.

REPORT OF THE EXAMINING COMMITTEE.

Office of The Mutual Life Insurance Company of New York.
January 25, 1892.

At a meeting of the Board of Trustees of this Company, held on the 23d day of December, ultimo, the undersigned were appointed a Committee to examine the annual statement for the year ending December 31, 1891, and to verify the same by comparison with the assets of the Company.

The Committee have carefully performed the duty assigned to them, and hereby certify that the statement is in all particulars correct, and that the assets specified therein are in possession of the Company.

In making this certificate the Committee bear testimony to the high character of the investments of the Company and express their appreciation of the system, order, and accuracy with which the accounts and vouchers have been kept, and the business in general is transacted.

H. C. VON POST, ROBERT SEWELL,
GEORGE BLISS, J. H. HERRICK,
JULIEN T. DAVIS, D. C. ROBINSON,
JAS. C. MOLDER.

ROBERT A. GRANNISS, Vice-President.

WALTER R. GILLETTE, - General Manager.
FREDERIC CROMWELL, - Treasurer.
EMORY MCCLINTOCK, - Actuary.

St Pierre. Imp. A. Lemoine

Service

postal.

De Saint-Pierre-Miquelon en Europe

De ST-PIERRE, lundi	Arrivée à PARIS dimanche
29 janvier 1893	5 février 1893
6 février	19 février
20 —	5 mars
6 mars	19 mars
20 —	2 avril
3 avril	16 avril
17 —	30 avril
1 ^{er} mai	14 mai

D'Europe à Saint-Pierre-Miquelon

De PARIS vendredi	Arrivée à ST-PIERRE samedi
17 février 1893	5 mars 1893
3 mars	17 mars
17 mars	31 mars
31 mars	14 avril
14 avril	28 avril
28 avril	12 mai
12 mai	26 mai
26 mai	9 juin

Nota. L'arrivée à St-Pierre au 3 mars, ainsi que les départs de cette localité le 6 février et 6 mars, ne sont qu'éventuels, la rigueur de la saison s'opposant à un service bi-mensuel pendant cette partie de l'année.